

### **Axe 3 : Politique(s), transparence et éthique**

#### **Responsables :**

Vincent Labatut, Informatique (LIA)

Guillaume Marrel, Science politique (LBNC)

#### **Mots clés :**

- Politiques publiques/action publique, sciences et savoirs de gouvernement, pratiques du pouvoir, bon gouvernement, gouvernance, gouvernementalité, bien public/intérêt public, biens communs
- Normes, transparence, morale/éthique, marchés publics, corruption, neutralité (du net), patronages, clientélismes
- Compétition électorale, représentation, participation, affiliations et appartenances politiques

#### **Chercheurs impliqués :**

##### **DEG**

- Ouassim Hamzaoui, Science politique
- Christèle Marchand, Science politique
- Guillaume Marrel, Science politique
- Jessica Sainty, Science politique
- Pierre-Henri Morand, Sciences économiques
- Céline Bas, Droit public
- Pierre Fressoiz, Droit public
- Samuel Priso-Essawe, Droit public
- Béatrice Chapleau, Droit privé
- Bérengère Gleize, Droit privé
- Martine Le Friant, Droit privé
- Agnès Maffre-Baugé, Droit privé

##### **SHS**

- Frédéric Monier
- Marion Fontaine
- Stéphane Durand
- Simone Balossino
- Guilhem Boulay
- Didier Josselin
- Cyrille Genre-Grandpierre
- Johnny Douvinet

##### **Informatique**

- Eric San Juan
- Rachid Elazouzi
- Mohamed Morchid

- Eitan Altman
- Rosa Figueiredo
- Marc El Bèze
- ...

## 1. Objectifs

Les différents processus de mise en numérique des sociétés contemporaines soulèvent des questions relatives aux régulations politiques, économiques ou juridiques et éthiques. Ils y donnent lieu à des discours, des pratiques, des usages et des dispositifs qu'il s'agit de saisir, objectiver et comprendre. Le développement des données ouvertes et massives ouvrent également d'importantes perspectives analytiques à exploiter.

## 2. Questionnements

Il s'agit de questionner les enjeux de gouvernement et de gouvernance, les modes de régulation de nos sociétés contemporaines en mobilisant et articulant plusieurs focales : des méthodes quantitatives et qualitatives, l'analyse de réseau, divers corpus de données historiques ou actuelles, des dispositifs techniques (architectures, algorithmes), des discours et des usages sociaux, etc.

## 3. Objets d'étude et démarches

Quelques exemples passés et à venir :

- le processus d'informatisation des services publics ;
- les usages des outils numériques de gestion du temps ;
- la communication numérique et la mise en scène du travail politique ;
- la détection d'événements relatif à l'activité de personnalités politiques dans le *Big Data* pour l'analyse et la gestion de la visibilité numérique ou l'e-réputation politique ;
- la reconstitution de réseaux sociaux implicites dans un corpus de notices biographiques des parlementaires socialistes de l'entre-deux-guerres ;
- la spatialisation de l'abstention par bureau de vote et la construction automatique des géométries des bureaux de vote ;
- la recherche d'échelles pertinentes d'analyse statistique, sociale et spatiale des pratiques de vote en fonction des découpages électoraux (différentes dimensions du problème de représentativité).
- l'analyse (et accompagnement) de la politique de valorisation numérique du patrimoine historique et territorial du Grand-Avignon ;
- la notion de (non-)neutralité des médias sociaux (moteurs de recherche, systèmes de recommandation), et leur influence sur la formation d'opinions

politiques, de prise de décisions économiques et leur impact sur le fonctionnement des marchés ;

- les effets de la transparence et de l'anonymat dans les médias sociaux sur les comportements économiques et électoraux ;
- l'utilisabilité des Bureaux de Vote comme entité socio-spatiale généralisée (big data) de référence pour l'analyse des pratiques de vote ;
- la détection de pratiques frauduleuses dans les mécanismes d'attribution des marchés publics
- ...

Il ne s'agit pas seulement de pratiquer des observations de sciences sociales "à distance" sur les usages du numérique, mais bien de "travailler avec" ceux qui maîtrisent les architectures informatiques, les outils d'appréhension des données et les langages de programmation, pour mieux décrypter les mutations en cours dans nos sociétés du numérique.

La posture résolument critique adoptée dans cet axe suppose que les réponses opérationnelles que nos équipes pourraient apporter à des appels à projets "innovants" financés dans le privé comme dans le public, ne soient pas les seules finalités de la recherche mais contribuent bel et bien à une meilleure compréhension des mécanismes historiques et sociaux à l'oeuvre dans les mutations des formes de régulation, des modèles économiques, des sources de la connaissance et de la légitimité de toutes les formes de pouvoir et de domination etc., dans le cadre de ce qui est présenté comme une "révolution numérique".